

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 9

Vorwort: Politique de défense, les Suisses sont-ils informés?
Autor: Weck, Hervé de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sommaire

RMS/septembre 1992

Editorial

Pages

Politique de défense, les
Suisses sont-ils informés? 1**OTAN**Quelques questions
au général Galvin
plt Sylvain Curtenaz 7**Analyse**Corée:
demain la réunification?
Major General Bernard
Sandoz 9**Défense générale**Politique de sécurité et
défense militaire:
une nouvelle orientation
Laurent François Carrel 15**Défense générale**Armée 95 et aide en cas
de catastrophe
col EMG Jacques Michel 20**Instruction**L'aptitude au combat. 1
maj Pierre G. Altermath 24**Instruction**La technologie moderne
col EMG Aldo Cereghetti 29**Histoire**Le 10 août 1792... Le dernier
combat du régiment des
Gardes-Suisses
Alain-Jacques Tornare 37**Revue des revues**

plt Sylvain Curtenaz 47

Politique de défense, les Suisses sont-ils informés?

Entre janvier et mars de cette année, l'institut DemoSCOPE, mandaté par le Département militaire fédéral, a réalisé un sondage d'opinion avec un échantillon de personnes représentatives de l'ensemble de la population suisse, les interviews étant faites au domicile des personnes interrogées. Cette étude devait déterminer le niveau de connaissance sur l'armée et la politique de sécurité. Les résultats paraissent assez effarants. Dans son interprétation des résultats, Rainer Wegmüller de DemoSCOPE constate que les Suisses ne désirent pas recevoir de plus amples informations. Les questions militaires ne bénéficient plus d'une priorité absolue, mais le nombre des adversaires déclarés de l'armée n'a pas augmenté depuis 1989.

Image de la menace

Quoique l'on admette que l'Europe de l'Est et, de plus en plus, le Proche-Orient constituent un «potentiel de menace», on éprouve surtout une peur générale face aux émigrants. Alors que, l'armée offre une protection efficace face à des flux indésirables de réfugiés selon le 35% des réponses, que, dans une proportion identique, on pense

que la mission de l'armée consiste à maintenir l'ordre, seulement le 45% des personnes sondées mentionnent qu'elle a surtout pour mission de faire face à un conflit conventionnel.

Il est étonnant que des Suisses, qui n'éprouvent pas de sympathies particulières pour l'Europe, trouvent normal que la Communauté européenne ou l'OTAN vienne à notre secours en cas de conflit, un avis très répandu dans la jeune génération en Suisse alémanique, dans la catégorie des personnes d'une formation supérieure et même chez les cadres... de l'armée.

Les gens se sentent actuellement confrontés à un grand nombre de problèmes, en particulier la récession, le chômage, la crainte de l'avenir, la «nouvelle pauvreté», les contraintes dues aux réfugiés, les problèmes Nord-Sud, l'environnement. Cette vision, qui entraîne un refus de recevoir des informations, provoque la croyance aveugle en des slogans, des clichés ou des chimères. Des attitudes identiques se rencontrent face aux autres volets de la politique, par exemple la question européenne.

«On constate un refus de recevoir des informations qui, chez une minorité, est motivé par des raisons idéologiques et, chez la majorité, par un individualisme exacerbé et un manque d'intérêt pour les problèmes de la communauté. Il faut également tenir compte d'une superposition d'autres sentiments négatifs. C'est notamment la génération conservatrice, dont la volonté de défense et l'esprit communautaire, voire l'esprit de sacrifice, étaient intacts jusqu'ici, qui est touché par ce dernier phénomène.»

«(...) un danger (...) est de plus en plus important. C'est la tendance à la polarisation des attitudes, un des pôles étant constitué par ceux qui préfèrent l'ordre à la justice, qui sont hostiles aux étrangers, (...) qui auraient tendance à utiliser l'armée pour faire valoir leurs propres idées et qui n'excluent pas la violence et la discrimination, alors que le pôle contraire est constitué de ceux qui refusent l'armée à tout prix.»

Rainer Wegmüller, DemoSCOPE

Le projet «Armée 95» est-il connu?

Une petite moitié des citoyens et des citoyennes juge être bien ou suffisamment informée sur les affaires militaires du pays. Pourtant, seule une personne sur trois connaît la réduction d'effectifs prévu dans le projet «Armée 95»; le 37% d'entre elles ignorent la nouvelle limite d'âge prévue à quarante-deux ans; le nombre de jours de service n'est connu que de 20% (72% auraient préféré une réduction plus importante).

Le problèmes des coûts joue un rôle très important dans l'attitude de l'opinion à l'égard de l'armée. Quelque 50% de nos concitoyens ignorent la part que représente les dépenses militaires dans le budget

global de la Confédération. Même résultat pour le nom du *F/A-18* et le coût exact du nouvel avion de combat; plus de 70% pensent qu'une augmentation d'impôts résulterait de l'acquisition des 34 *F/A-18* (36% en sont persuadés). La situation n'est que légèrement meilleure chez les personnes ayant une formation supérieure et dans les groupes dont l'attitude à l'égard de l'armée est positive, mais elle est nettement plus mauvaise en Suisse romande qu'en Suisse alémanique.

Le tiers des Suisses se disent convaincus que, jusqu'en 1995, il y aura une augmentation des dépenses militaires, les deux tiers estiment même que les économies resteront faibles, voire nulles après cette date.

N'allons pas déduire de ce sondage que l'information du Département militaire est mauvaise ou mal ciblée, surtout depuis l'arrivée de Daniel Eckmann. Les causes profondes du problème se trouvent ailleurs. Ce que le Service d'information du DMF diffuse devrait servir de «matière première» aux media. Mais qu'en font-ils? On peut citer, entre autres, cinq cas de figure.

Ils ne les répercutent pas, puisque que, dans de nombreuses rédactions, on travaille au tirage. Le sensationnel, le sang et le sexe font davantage vendre que les problèmes de sécurité! Des journalistes, qui ont reçu l'ordre de «faire bref et populaire», dont les connaissances militaires sont réduites à leur plus simple expression, tronquent et faussent l'information. Certains relèguent l'information à la plus mauvaise place. D'autres recourent à la stratégie de l'ironie systématique, en mettant, par exemple, en première page un commandant de corps qui a perdu sa casquette. D'autres oublient simplement leur devoir d'informer. Un rédacteur en chef, personnellement opposé à cette acquisition, n'a-t-il pas déclaré que son journal ne publiera jamais un papier favorable au *F/A-18*? Dans les media, on rencontre encore le système de la monarchie absolue.

Comment dans de telles conditions, s'étonner que le public soit mal informé sur les problèmes de la défense?

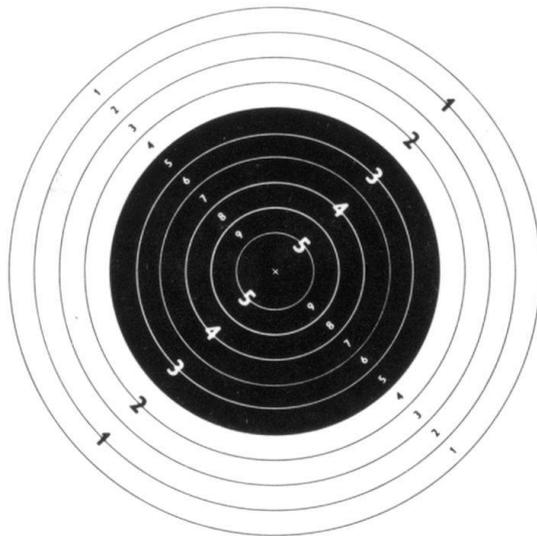
se? M. Eckmann pourrait être un génie de l'information qu'il ne parviendrait pas à renverser la vapeur. Il convient pourtant d'aller jusqu'au bout de la réflexion en soulignant que les Suisses ont en définitive les media qu'ils méritent. Si, insatisfaits de ce qu'ils trouvent dans leur journal,

ils ne renouvelaient pas leur abonnement ou cessaient de l'acheter, les choses changeraient. Quelle réaction de la part des autorités si des citoyens, justement indignés par le manque d'objectivité des informations, faisaient de l'objection patriotique à la taxe radio-télévision?

Deux journaux osent pourtant aller à contre-courant: Le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne*, ainsi que *L'Express* de Neuchâtel. Un grand coup de chapeau à Jacques-Simon Eggly et à Jean-Luc Vautravers!

col **Hervé de Weck**

Avec la «Winterthur» vous tapez dans le mille.



winterthur

De nous, vous pouvez attendre plus.
